

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 2022**

<b>OBJET : MODIFICATION DE LA RÉMUNÉRATION POUR LES AGENTS COMMUNAUX SOUS CONTRAT DE DROIT PRIVÉ</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 32	Date de la convocation : 2 Décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux le deux décembre à 20 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est réuni au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain MARC-GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARREAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Etaient absents :

Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVES, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Freddy NOLOT

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES à M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS à M. Gérard FORCADA, Mme Sophie BIRKENER à Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN à M. Jean-Paul PUJOL, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD

Date de la publication : 9 décembre 2022

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : VALÉRIE FERRET

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA



Vu les articles L. 5134-19-1 à L. 5134-19-5 (Types de CUI) ;  
Vu les article L. 5134-20 (Objectif du CAE) ;  
Vu les articles L. 5134-24 à L. 5134-29 (Contrat de travail dans le cadre du CAE) ;  
Vu les articles R. 5134-37 à R. 5134-39 (Accompagnement dans le cadre du CAE) ;  
Vu les articles D. 5134-50-1 à D. 5134-50-3 (Mise en situation en milieu professionnel dans le cadre du CAE) ;  
Vu la Circulaire n° DFEFP/SDPAE/MIP/MPP/2018/11 du 11 janvier 2018 relative aux parcours emploi compétences et au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi ;

Considérant que l'attribution des primes aux agents sous contrat de droit privé, employés dans les collectivités territoriales et des établissements publics, relève d'une décision de l'organe délibérant ;

Considérant que le Comité Technique a émis un avis favorable en date du 6 décembre 2022 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal d'attribuer le versement de cette prime par le biais d'un complément de rémunération sur le salaire brut mensuel de l'agent ;

Considérant qu'il appartient au Maire chargé de l'exécution des décisions du Conseil municipal d'accorder ce complément de manière individuelle, en identifiant les agents bénéficiaires, en fixant le montant versé, et en déterminant les modalités de son versement ;

Les agents employés par la commune sous contrat de droit privé sont exclus du champ d'application du statut propre aux agents de la Fonction publique territoriale. Le régime indemnitaire (RIFSEEP) ne leur est pas applicable.

Conformément au principe d'égalité de traitement contenu dans l'article L. 1242.14 du Code du travail, et au regard des missions assurées par les agents de droit privé, lesquelles sont comparables à celles assurées par les agents de droit public, il est important et nécessaire d'attribuer l'équivalent de la prime de fin d'année à l'ensemble des fonctionnaires et contractuels de droit public sur emploi permanent, à tous les agents de droit privé.

Sont bénéficiaires de cette prime les agents sous contrat de droit privé (CUI-CAE - PEC, contrat adulte relais, apprentis...) régis par le code du travail.

Le montant de cette prime s'élève à 1162 euros annuel brut par agent.

Étant donné qu'aucune règle ne s'oppose à ce que l'équivalent de cette prime soit inclus dans la rémunération des agents de droit privé, celle-ci sera donc intégrée dans le salaire mensuel brut de l'agent, payé à l'équivalent du SMIC horaire, soit un complément de rémunération de 96,83 euros bruts mensuels.

Les contrats et/ou avenants de droit privé devront mentionner cette indication dans l'article relatif à la rémunération.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le versement de la prime de fin d'année d'un montant de 1162 euros bruts aux agents de la commune étant sous contrat de droit privé.

**2/ D'approuver** ses modalités de versement mensuels selon les informations exposées ci-dessus.

**3/ D'autoriser** Monsieur le Maire à procéder à l'exécution de la présente décision.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil municipal, à l'unanimité,**

**Décide :**

**1/ D'approuver** le versement de la prime de fin d'année d'un montant de 1162 euros bruts aux agents de la commune étant sous contrat de droit privé.

**2/ D'approuver** ses modalités de versement mensuels selon les informations exposées ci-dessus.


**3/ D'autoriser** Monsieur le Maire à procéder à l'exécution de la présente décision.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,  
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance  
Valérie FERRET



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20221208-2022-179-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2022

Publication : 09/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation

